Voltaire
réseau voltaire.net
magazine quotidien d'analyses internationales
16 mars 2005
N°287 - France : 0,56 € - ISSN : 1762-5157

L'ADMINISTRATION BUSH II

Karen Hughes prend la direction de la propagande

Issue d'une famille d'officiers supérieurs d'extrême droite, Karen Hughes est devenue la confidente du gouverneur Bush, puis sa conseillère en communication à la Maison-Blanche. Elle a conçu les campagnes d'intoxication pour justifier les attaques de l'Afghanistan, puis de l'Irak. Aujourd'hui, elle prend en charge le secteur « Propagande » du département d'État.

page 2

Changer l'apparence de l'impérialisme

TRIBUNES LIBRES INTERNATIONALES

La campagne en faveur de la « démocratisation » du monde arabe bat son plein dans la presse occidentale, qui l'accompagne de félicitations adressées à Washington. Dans le même temps, un collectif d'anciens hauts responsables états-uniens milite pour que leur pays se dote d'un budget permettant de mettre en place une politique impérialiste à visage humain.

page 6

REPÈRE : 16 MARS 1932

Les vétérans marchent sur Washington

Tout au long de l'hiver et printemps 1932, les États Unis - plongés dans la Grande Dépression - sont secoués par des émeutes de la faim. Le député Patman introduit alors une loi proposant d'allouer un *Bonus* aux plus de 80 000 « *geules cassées* », vétérans de la Première Guerre mondiale qui vivent dans la misère et n'ont pas les moyens de soigner leurs blessures ou troubles psychologiques. Face au refus du gouvernement, 20 000 vétérans se rassemblent à Washington. Pendant six mois ils campent dans des bâtiments désafectés et des parcs de la ville. En juillet 1932, la loi ayant été rejetée par le Congrès, le président Hoover ordonne au général McArthur de détruire les campements des *Bonus Marchers*. L'armée intervient brutalement et déporte ceux qui résistent, faisant près de 30 morts. Face à la situation sociale tendue, Hoover demande au Congrès d'augmenter les soldes de l'Armée : « *Nous devons nous assurer de la loyauté de l'armée, elle doit donc avoir le ventre plein. Au rythme où vont les choses, nous allons peut être devoir bientôt leur demander de tirer sur la foule pour écraser une Révolution* ». ■

LES ÉTATS-UNIS MULTIPLIENT LES PRESSIONS POUR QUE LA FRANCE LÂCHE LE HEZBOLLAH

Après avoir inscrit le Hezbollah sur sa liste des organisations terroristes, le département d'État a fait pression avec succès sur la France pour obtenir l'arrêt de la diffusion par satellite de la chaîne de télévision Al-Manar vers les États-Unis, puis il a également qualifié ce média d'organisation terroriste. Dans la foulée de la « révolution du cèdre » en cours au Liban, le département d'État a mobilisé ses amis au Parlement européen. Dans une résolution adoptée le 8 mars 2005, les parlementaires ont demandé au Conseil européen de « *mettre un terme aux actions terroristes* » du Hezbollah, « *s'il existe des preuves irréfutables* » de leur existence. Puis, le département d'État a mobilisé les représentants états-uniens. Le 14 mars, ces derniers ont adopté par 390 voix contre 3 une motion enjoignant l'Union européenne de qualifier le Hezbollah d'organisation terroriste.

Malgré la censure des images du Hezbollah, et les commentaires visant à le présenter comme une « *milice* », il est difficile de nier que ce parti politique dispose de la plus large base électorale au Liban et jouit d'une véritable considération même chez ses opposants.

Considérant qu'il ne peut y avoir de démocratie au Liban si on exclut la principale force politique, la France a immédiatement rejeté la demande du Congrès U.S. ■

L'administration Bush II

Karen Hughes prend la direction de la propagande

Issue d'une famille d'officiers supérieurs d'extrême droite, Karen Hughes est devenue la confidente du gouverneur Bush, puis sa conseillère en communication à la Maison-Blanche. Elle a conçu les campagnes d'intoxication pour justifier les attaques de l'Afghanistan, puis de l'Irak. Aujourd'hui, elle prend en charge le secteur « Propagande » du département d'État.

Karen Hughes (à la tribune) à Kaboul, Afghanistan, en compagnie de Paula Dobriansky, sous-secrétaire aux Affaires globales (février 2004).

Le président George W. Bush a nommé, le 14 mars 2005, Karen Hughes sous-secrétaire d'État pour la Diplomatie publique. Le poste était vacant depuis la démission de Margaret DeB. Tutviller, l'été dernier. L'expression « *diplomatie publique* » désigne, dans le langage politiquement correct de Washington, les actions d'influence sur les opinions publiques étrangères. Dans les dictionnaires britanniques, cette expression est indiquée comme synonyme de

« propagande ».

Harold R. Parfitt

Karen Hughes est la fille du major-général Harold R. Parfitt. Elle est née en 1956, alors que son père était en garnison à Paris, et a passé toute son enfance et son adolescence dans des bases militaires U.S.. En 1965, le major-général est nommé lieutenant-gouverneur, puis gouverneur de la Zone du canal de Panama et vice-président de la Canal Company. À l'exception de la période 1968-75, où il servira au Viêt-Nam, puis au Pentagone, il stationnera dans la Zone jusqu'à sa rétrocession au Panama, le 30 septembre 1979.

Karen Hughes a donc été élevée dans un camp où aucune loi ne s'appliquait, pas même la Constitution des États-Unis, uniquement la volonté du gouverneur, son père. Dans une ambiance coloniale, une division de classe séparait strictement les « gold », c'est-à-dire les militaires états-uniens, des « silver », la nombreuse domesticité panaméenne. Surtout, la base abritait la sinistre School of Americas, où des dizaines de milliers de militaires latino-américains ont été formés à la lutte contre le communisme [1]. Sur place, outre les cours idéologiques, l'école dispensait une formation à la torture. La jeune Karen n'était aucunement responsable de ce mode de vie raciste et de ces atrocités. Elle aurait pu ultérieurement s'en démarquer. Elle ne l'a jamais fait.

Dans les années 70, les associations féministes parviennent à pousser un amendement constitutionnel en faveur de l'égalité au travail. À la faveur de ce combat, la Federal Communications Commission (FCC) observe minutieusement les déséquilibres hommes-femmes à la télévision. Les chaînes se trouvent obligées d'embaucher en masse des journalistes-femmes et de payer des arriérés de salaires à leurs anciennes employées dont les rémunérations étaient inférieures à celles des hommes. Cette période offre de nombreuses opportunités à de jeunes femmes ambitieuses, sans qu'il soit possible de dire si elles obtiennent leur poste par compétence ou pour respecter les quotas. C'est ainsi que Karen Hughes devient journaliste audiovisuelle, un métier dans lequel elle ne laissera pas de souvenirs inoubliables [2].

En 1984, Karen Hughes change de côté de la scène. Elle rejoint l'équipe de campagne Reagan-Bush, en qualité de chargée de communication, où elle fait la connaissance de « Junior ». Pour Mme Hughes, cette expérience est décisive : elle vient de trouver sa voie ; elle ne reviendra jamais au journalisme, lui préférant la communication politique. Aussi, après cet épisode, participe-t-elle à diverses campagnes électorales locales jusqu'en 1992, date à laquelle elle est engagée comme directrice exécutive du Parti républicain du Texas. Naturellement, elle devient la porte-parole du candidat George Bush Junior au gouvernorat de l'État. Elle agit bientôt en tandem avec Karl Rove : à elle la communication, à lui les coups fourrés. Ce duo infernal parvient à faire gagner une personnalité qui ne semblait pas préparée à ce type de mandat, hormis le fait que son père soit ancien président des États-Unis. Pour cette campagne, Mme Hughes utilise tous les arguments qui lui paraissent efficaces, elle dénonce

notamment les nominations, effectuées par le gouverneur sortant, de gays et de lesbiennes dans l'administration locale, ou elle met en avant la lutte contre l'avortement. Elle jouera le même rôle, et avec le même succès, lorsque Junior briguera la Maison-Blanche. Elle devine si bien les rôles qu'il souhaite tenir qu'il voit en elle son *alter ego*.

A bord d'Air Force One avec George W. Bush et Karl Rove

De plus en plus écoutée par George W. Bush, elle dirige bientôt la communication de la présidence. En septembre 2001, elle supervise les minutes de silence en mémoire des victimes des attentats. Puis, elle crée, avec le publicitaire John Rendon, le Coalition Information Center qui parviendra à faire croire à l'opinion publique que les États-Unis attaquent l'Afghanistan pour arrêter Oussama Ben Laden et le traduire en justice. De même, c'est elle qui conçoit l'Office of Global Communications (Bureau de communications globales), dont nous avons révélé le fonctionnement dans ces colonnes bien avant qu'il ne soit établi par la commission Butler [3].

Quoi qu'il en soit, elle quitte la Maison-Blanche, fin 2002, officiellement pour se consacrer à sa vie de famille. Cet éloignement ne l'empêche pas de participer chaque semaine aux réunions du White House Iraq Group (WHIG) et d'y dispenser ses conseils pour faire croire à l'opinion publique que les États-Unis attaquent l'Irak pour y confisquer des armes de destruction massive. Cette distance ne l'empêche pas non plus de diriger la communication de crise de la Maison-Blanche lorsque Paul O'Neill publie un livre dévastateur pour l'équipe présidentielle, ou lorsque des familles de victimes du 11 septembre reprochent à M. Bush d'utiliser des vidéos des attentats dans les spots publicitaires pour sa réélection.

Maîtrisant parfaitement ses propos, malgré une agressivité débordante, Karen Hughes s'est faite une spécialité de rattraper les dérapages verbaux du président, sans en commettre elle-même ; hormis quelques imprudences comme ses déclarations qualifiant les partisans de l'avortement de plus dangereux que des terroristes.

Sa nomination au sous-secrétariat d'État à la Diplomatie publique a été proposée par James Baker III [4], qui contrôle ce poste et y avait précédemment

placé son ancienne maîtresse Margaret DeB. Tutwiller [5]. Edward Djerejian, directeur de l'Institut Baker et auteur de rapports sur la Diplomatie publique, a livré divers commentaires aux médias : « *Il reste beaucoup à faire. Lorsque l'Union soviétique s'est effondrée, nous avons pensé que les guerres idéologiques étaient finies et nous avons démantelé nos outils de communication internationale. Depuis lors, nous n'avons rein fait de bien* » [6]. Également présent lors de sa nomination, le publictaire David Morey précise : « *La vérité est la meilleure propagande dans le monde, c'est pourquoi ce sera son job de dire la vérité comme propagande, et de le faire avec doigté, et je pense qu'elle y parviendra* » [7]. Nous voilà donc prévenus.

---

[1] Voir l'Annuaire interne de l'École des Amériques, disponible dans notre bibliothèque électronique.

[2] *BushWomen, Tales of a Cynical Species* par Laura Flanders, Verso, 2004.

[3] « Les États-Unis et le Royaume-Uni font propagande commune » par Thierry Meyssan, Voltaire, 21 janvier 2003.

[4] « James Baker III, un ami fidèle », *Voltaire*, 16 décembre 2003.

[5] « Vendre la démocratie de marché », *Voltaire*, 13 février 2004.

[6] « *Much needs to be done. When the Soviet Union collapsed, we thought the ideological wars were over and dismantled our international communications capability. Ever since, we really haven't gotten it right* ». Cité dans « Karen Hughes picked to polish U.S. image » par Julie Manson, *Houston Chronicle*, 15 mars 2005.

[7] « *Truth is the best propaganda around the world, so it will be her job to tell the truth as propaganda, and do that in a very skillful way, and I think she'll do that* ». Cité dans « Hughes Is Picked for Image Job » par Paul Richter, *Los Angeles Times*, 15 mars 2005.

Voltaire

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale.*Voltaire* est publié par les Éditions Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).
Directeur de la publication : Thierry Meyssan.
ISSN 1762-5157. Dépôt légal à parution.*Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.
Prix au numéro (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 $; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 $; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zelande 2,99 $; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.
Abonnements
trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.
annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.
Paiement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php .

Changer l'apparence de l'impérialisme

Analyse

Inosmi.ru publie une interview de Latifullah Hakimi, un homme prétendant être le porte-parole des talibans et affirmant parler au nom du mollah Omar. Il déclare que son mouvement ne négocie pas avec le gouvernement d'Hamid Karzaï, qu'il combattra l'invasion états-unienne comme il a combattu l'invasion soviétique et qu'il n'a pas livré Ben Laden car les États-Unis n'ont jamais donné de preuves de sa culpabilité dans les attentats du 11 septembre 2001. Enfin, il met en garde les Russes contre l'encerclement de leur pays dans le Caucase par les États-Unis au nom de la guerre au terrorisme.
Les propos que tient cet individu sont totalement invérifiables, tout comme l'est son identité. Il convient donc de les prendre avec prudence. Toutefois, si rien de ce qu'il dit ne peut être pris pour argent comptant, il est intéressant de constater que la publication de cette interview intervient dans la presse russe à un moment logique. En effet, on assiste progressivement dans ses lignes à une remise en cause de plus en plus prononcée des principes fondateurs de la guerre au terrorisme. Le sommet de Bratislava a démontré clairement que les États-Unis étaient entrés dans une logique d'affrontement avec Moscou. Les Russes n'ont donc plus intérêt à valider les mythes fondateurs d'une alliance russo-états-unienne contre le terrorisme, puisque cette dernière n'existe plus.

La guerre au terrorisme est également passée de mode dans la presse occidentale, mais elle n'est pas remise en cause pour autant. Elle a juste changé de fonction. Auparavant politique affichée par l'administration Bush, elle n'est plus qu'un des socles servant à justifier la nouvelle « guerre à la tyrannie ».
La campagne visant à convaincre l'Europe d'y participer se poursuit dans la presse occidentale. Elle continue avec d'autant plus de facilité qu'elle se fait au nom de grands principes consensuels, en utilisant un vocabulaire largement

issu de la fin de la Guerre froide, et sans qu'on voit le moindre contre-argumentaire lui être opposé. On trouve parfois des pages d'opinion dénonçant la guerre au terrorisme, mais personne ne dénonce le vrai visage de la « démocratisation » du monde arabe.

Le 9 mars, *Le Monde* avait porté la bonne parole démocratique bushienne auprès des élites françaises avec cette question qui n'en était pas une : « *Le Proche-Orient bouge : Faut-il remercier Bush ?* ». Lorsque le directeur du quotidien, Jean-Marie Colombani, avait écrit son fameux éditorial « *Nous sommes tous Américains !* », il n'avait pas tardé à publier les félicitations de Colin Powell dans son propre journal. Aujourd'hui pour avoir posé cette grande question, le « journal de référence » français reçoit les félicitations de Jack Straw, le ministre britannique des Affaires étrangères. Dans une courte tribune, il appelle l'Union européenne à s'associer au projet de « démocratisation » états-unien du Proche-Orient au nom de l'idéal wilsonien.

Dans *Le Figaro*, un collectif de personnalités atlantistes s'associe à cet appel, en se réjouissant de la politique de « démocratisation » et plus précisément de son volet libanais. Les signataires acclament tous ensemble la « révolution du cèdre » dans un discours se rapprochant volontairement de ceux entendus lors de la chute du Mur de Berlin et tentant de capitaliser sur la côte de sympathie de la « révolution » orange. Ce message d'encouragement à l'opposition libanaise s'accompagne d'un remerciement aux États-Unis pour avoir lancé ce mouvement via les élections en Irak. Parmi les signataires de cet appel collectif, on trouve, sans surprise, des personnalités atlantistes bien connues telles André Glucksmann, Alain Finkielkraut, Pascal Bruckner, Emma Bonino ou Bernard-Henri Lévy. Plus étonnant, mais non moins révélateur, on note parmi eux une forte présence des dirigeantes du mouvement « Ni Putes, Ni Soumises » bien qu'il ne soit à aucun moment fait mention de la condition des femmes arabes ou musulmanes dans ce texte, pourtant raison d'être, officielle, de cette association.

Dans la même veine, Daniel Cohn Bendit se livre à son exercice favori dans *Libération* : exalter l'action européenne et soutenir l'émergence d'une Europe-puissance tout en validant les problématiques de Washington. Ainsi, dans son texte, le député européen Vert affirme que l'occupation syrienne au Liban est comparable à celle des nazis en France, que le contrôle syrien sur la population est équivalent à celui de la Stasi en Allemagne de l'Est, que l'Iran est une grave menace nucléaire, que la révolution orange a été une grande révolution démocratique et que le conflit israélo-arabe ne se règlera que si on voit une « démocratisation » du monde arabe. Bref, comme il l'avait fait auparavant avec la Guerre du Kosovo, il vend la politique étrangère états-unienne au nom de l'idéal européen.

Hors d'Europe, la « démocratisation » du monde arabe est vendue via un discours similaire, mais pas analogue, à ce qui a été lu dans la presse française. John O'Sullivan, ancien conseiller de Margaret Thatcher et expert du cabinet de relations publiques Benador Associates, utilise lui aussi, dans *Gulf News*, un discours proche de celui de la fin de la Guerre froide. Il va même plus loin en comparant le mouvement de « démocratisation » du monde arabe à la Perestroïka. Ces deux processus n'ont bien évidemment rien à voir. Toutefois, dans une optique de communication, les associer au moment où on fête les 20 ans de la politique amorcée par Gorbatchev permet de maximiser l'impact auprès des populations.

En outre, la perestroïka reste, pour les guerriers froids, ce qui a permis la mort de leur ennemi principal et l'émergence des États-Unis comme seule superpuissance. Un statut que la stratégie de sécurité nationale des États-Unis vise à conserver à tout prix.

L'historien Arthur Herman fait l'apologie du monde unipolaire dans un texte publié par le *Los Angeles Times* qui multiplie les approximations historiques. Selon lui, l'histoire du XIXème siècle montre que les grandes périodes de paix n'ont lieu que lorsque le monde est unipolaire. Il invite les États-Unis à tirer les leçons de l'épisode de domination britannique pour rester la seule super-puissance. Cette image d'un monde en paix (« hormis quelques crises ») sous la domination britannique ne tient pas historiquement et ne s'applique qu'à peine à l'Europe occidentale. En effet, la période décrite est celle des guerres de colonisation et des massacres de populations indigènes. On peut donc interpréter ce texte comme un message destiné au seul monde occidental : il n'aura pas à se soucier d'une guerre s'il accepte la domination d'une seule superpuissance et s'il participe avec elle à la re-colonisation du reste du monde. L'auteur invite d'ailleurs les États-Unis à maintenir une grande puissance militaire, et donc à en conserver les moyens financiers. Un appel qui tombe en pleine discussion budgétaire au Congrès.
À cette occasion, l'U.S. Global Leadership Campaign, un collectif visant à maintenir un fort investissement budgétaire en matière d'affaires internationales, expose son programme dans une tribune publiée dans le *Washington Times* sous la plume de John Edward Porter et Steve Solarz. Ces deux anciens parlementaires états-uniens font partie du conseil de surveillance de cette organisation qui regroupe un grand nombre d'anciens secrétaires d'État, de secrétaires à la Défense et de conseillers de sécurité nationale. On compte également parmi ses membres des think tanks puissants et de grandes entreprises comme IBM ou Procter & Gamble. Ce texte fait écho à celui publié par deux autres membres du conseil de surveillance de cette association, Warren Christopher et James Baker III, dans le *Washington Post* du 17 décembre. Les auteurs demandent au Congrès de soutenir le renforcement du budget des affaires internationales, augmenté par le président Bush et qui doit servir à développer l'influence états-unienne par des moyens non-militaires. Il s'agit d'une politique qui avait été suggérée par la Commission d'enquête sur le 11 septembre dans son rapport. Il s'agit donc de donner un visage acceptable à l'ingérence US.

Réseau Voltaire

Latifullah Hakimi

Latifullah Hakimi se déclare être un des fondateurs et le représentant officiel du mouvement taliban.

« Nous combattrons l'Ouest comme nous avons combattu l'Est »

Source : Inosmi.ru
Référence : « •••••••• •••••••••••• •••••••••••••• •••••••• '•••••••' •••••• », par Latifullah Hakimi, *Inosmi.ru*, 14 mars 2005. Ce texte est adapté d'une interview.

Je suis le représentant officiel du mouvement taliban dont je suis l'un des fondateurs ; je suis afghan de la province de Zaboul. Le Mollah Omar m'a nommé porte-parole il y a deux ans, je dois vous faire remarquer que c'est mon premier contact avec la presse russe. Nous n'allons pas cesser le combat, nous nous défendons, c'est notre droit. Les Américains sont rentrés par effraction, ils occupent notre pays. Nous les Afghans n'avons rien fait à leur patrie. Déposer les armes devant eux serait pour nous comme se prosterner devant une idole pour un croyant musulman.

Les déclarations du gouvernement selon lesquelles certains de nos représentants auraient eu des contacts avec les autorités de Kaboul sont fausses. Nous n'avons commencé aucune négociation et nous n'avons mandaté personne. Les Oulémas, les commandants et les leaders sont unis dans leur volonté de poursuivre le jihad contre les forces d'occupation. Les gens qui soi-disant mènent des négociations avec le gouvernement pro-américain ne représentent qu'eux-mêmes. La résistance aux Américains va toujours croissante, leurs pertes ont déjà dépassé les nôtres, quand le temps aura changé, que la neige et le froid auront disparu, nos attaques se feront plus intenses.

Pour nous, il n'y a pas de différence entre les régions en Afghanistan ; nous avons des commandants tadjiks, ouzbeks, pachtounes, nous sommes soutenus dans l'ensemble de l'Afghanistan par les vrais musulmans. Peu importe que les forces d'invasion viennent de l'Est ou de l'Ouest, Babrak Karmal avait été mis en place par les Soviétiques, Karzaï l'a été par les Américains. L'occupation russe est terminée ; aux Russes de dire qui a gagné et qui a perdu. Le Mollah Omar et les principaux leaders sont en Afghanistan, il est protégé par des troupes spéciales et il donne régulièrement des instructions.

Nous ne regrettons pas de ne pas avoir livré Ben Laden comme le voulait Washington, lui et des milliers de moujahiddines nous ont soutenus, à notre tour nous devions faire la même chose. Le gouvernement taliban avait demandé aux Américains de lui fournir la preuve de la culpabilité de Ben Laden, mais ces infidèles avaient déjà planifié leur attaque. Nous voudrions que les Russes comprennent les intentions de l'Amérique. Que font leurs soldats en Ouzbékistan et en Kirghizie ? Ce n'est rien d'autre qu'une conjuration contre la Russie.

Jack Straw

Jack Straw est ministre travailliste des Affaires étrangères britanniques.

« N'essayons pas d'imposer un modèle de démocratie »

Source : Le Monde
Référence : « N'essayons pas d'imposer un modèle de démocratie », par Jack Straw, *Le Monde*, 16 mars 2005.

J'ai lu avec intérêt les articles que *Le Monde* a consacrés à la démocratie dans le monde arabe. C'est un sujet aussi intéressant qu'important, ramené à l'actualité par ce qui se passe au Liban, en Palestine et en Irak. Sans revenir sur les causes de ces évolutions, notons que la démocratisation du Moyen-Orient est dans l'intérêt de cette région comme de l'Europe. C'est seulement par la réforme que cette région sera en mesure d'affronter les problèmes qui l'assaillent : chômage endémique et terrorisme. Réalisme et idéalisme se rejoignent dans l'impérieuse nécessité de soutenir la modernisation de l'ensemble de la région.
Toutefois, nous devons agir avec humilité et nous souvenir qu'on ne gagne rien à imposer un modèle. Cela ne doit pas nous empêcher de crier haut et fort que la démocratie est une valeur universelle, à laquelle tout le monde aspire et qui ne peut se réaliser pleinement qu'à certaines conditions fondamentales. Soutenons partout la société civile, les hommes politiques, les partis et les médias. Il faut également abandonner l'idée arrogante selon laquelle l'islam bloquerait le développement.
L'Europe a là, véritablement, l'occasion de se joindre aux États-Unis, engagés dans la tradition d'un Wilson, d'un Roosevelt et d'un Kennedy, à soutenir l'expansion de la liberté et de la démocratie. Nous pouvons leur apporter notre connaissance du Moyen-Orient et de la propagation de la démocratie.

un collectif de personnalités françaises

Fadela Amara, Mohamed Abdi, Antoine Basbous, Paul Berman, Emma Bonino, Pascal Bruckner, Stéphane Courtois, Alain Finkielkraut, Arié Flack, André Glucksmann, Patrick Klugman, Michel Laval, Corinne Lepage, Bernard-Henri Lévy, Jacky Mamou, Kaveh Mohseni, Jean-Luc Mouton, Kendal Nezan, Pierre-André Taguieff, Michel Taubmann, Galia Ackerman, Naoual Bennaceur, Saïd Bouaissi, Claire Brière-Blanchet, David Chemla, Brice Couturier, Patrick

« Vive la révolution du Cèdre ! »

Source : Le Figaro
Référence : « Vive la révolution du Cèdre ! », par un collectif de personnalités françaises, *Le Figaro*, 14 mars 2005.

Le vent de la liberté souffle sur le Liban. Évènement exceptionnel dans un pays arabe : la démission du gouvernement pro-syrien de Karamé a été obtenue par la mobilisation patriotique des citoyens de toutes communautés, après l'assassinat de Rafic Hariri. Ce mouvement rappelle les grands mouvements anti-totalitaires à l'Est et la révolte ukrainienne. Au Moyen-Orient aussi, la liberté s'affirme comme la grande valeur politique universelle sur laquelle devra se bâtir l'ordre international futur. En quelques mois, les électeurs afghans, palestiniens et irakiens, parfois au risque de leur vie, ont démenti de manière cinglante le préjugé d'une incompatibilité entre démocratie et monde arabo-musulman. Depuis l'intervention américaine en Irak, un nouveau Moyen-Orient

Demerin, Philippe Gumplowicz, Raphaël Glucksmann, Kébir Jbil, Mireille Kukawka, Arthur Kriegel, Pierre Lassus, Safia Lebdi, Alda Lemaître, Bertrand Lebeau, Norbert Lipszyc, Jacqueline Lipszyc, Gérard Patrimonio, Pierre Rigoulot, Alberto Toscano, Michèle Tribalat, Ilios Yannakakis, François Zimeray, Pascal Perrineau,

se dessine sous nos yeux. Rien n'est cependant joué.
Le meilleur comme le pire peuvent advenir et il faut soutenir le peuple libanais. Les gouvernements démocratiques doivent continuer à maintenir la pression sur la Syrie. C'est la seule garantie pour une enquête impartiale sur l'assassinat de Rafic Hariri. C'est aussi l'unique condition pour la tenue d'élections législatives réellement libres. L'application de la résolution 1559 du Conseil de sécurité des Nations-Unies demande expressément le désarmement et la dissolution des milices libanaises ou non libanaises. Sa réalisation nécessitera, comme le réclament les manifestants, "qu'il n'y ait plus d'autre armée que libanaise au Liban et sur la totalité de son territoire".
Il faut soutenir les démocrates arabes. Vive la révolution démocratique du Cèdre !

Daniel Cohn-Bendit

Ancien meneur des manifestations étudiante de mai 68 en France, Daniel Cohn-Bendit est député européen vert co-président du groupe des Verts/Alliance libre européenne au Parlement européen.

« L'Europe pour un Liban libre »

Source : Libération
Référence : « L'Europe pour un Liban libre », par Daniel Cohn-Bendit, *Libération*, 15 mars 2005.

L'Union européenne a un rôle à jouer dans le processus en cours au Liban, au delà de l'application de la résolution 1559 et de la condamnation de l'assassinat de Rafic Hariri. Il est souhaitable de voir l'armée syrienne quitter le Liban, mais cela n'est ni suffisant ni exempt de risques. En plus d'une occupation militaire, la *pax syriana* s'est également basée sur le noyautage des institutions libanaises et le contrôle de la population via des services de renseignements qui n'ont rien à envier à feu la Stasi. Il est donc tout aussi nécessaire de démanteler ce réseau au Liban. Ensuite parce que l'armée libanaise et les autorités "loyalistes" sont à la solde de Damas et représentent un clone du régime de Vichy.
Nous devons nous assurer du bon déroulement des élections législatives prévues en mai prochain. Ces élections, annoncées de longue date, s'avèrent d'autant plus nécessaires que le gouvernement vient d'être contraint à la démission sous la pression populaire, dont il faut saluer le courage, la détermination, la maturité et le caractère démocratique. Cette pression populaire a d'ailleurs transcendé les divisions religieuses. Pour cela, l'envoi d'observateurs internationaux et en particulier européens, qui pourraient contrôler le bon déroulement du scrutin, est un impératif. Ensuite, il faudrait envisager l'accompagnement du retrait syrien par la présence d'une force européenne de maintien de la paix bénéficiant du mandat du Conseil de sécurité des Nations unies.
L'Union européenne a largement démontré son refus total de toute velléité expansionniste : ce sont au contraire les États limitrophes qui frappent à sa porte. Il apparaît aujourd'hui évident que les pays de l'ex-bloc soviétique qui ont intégré l'UE sont solidement ancrés dans les valeurs européennes. Ce défi n'était pourtant pas gagné d'avance. Il suffit pour s'en convaincre d'observer les dérives autoritaires du pouvoir en place à Moscou et sa façon révoltante de

traiter la situation tchétchène. La perspective d'adhésion à l'Union européenne constitue incontestablement un moteur puissant pour le cheminement démocratique : la Turquie en est la preuve et le modèle européen a servi de moteur au souffle démocratique en Ukraine. Si, jusque dans les années 90, l'Union européenne s'est montrée, de par ses divisions internes, dramatiquement incapable de peser sur l'échiquier politique international, elle a su tirer de ses divisions sur l'Irak une maturité encore insoupçonnée. Elle est en train de montrer l'exemple sur la question du nucléaire iranien.
Je suis intimement convaincu que l'Union européenne a, de par une histoire commune, un rôle à jouer dans "l'Orient compliqué". Nous devons aider à reconstruire ce Liban de la cohabitation d'avant guerre. Ce pays qui, avec l'invasion syrienne, a fini par perdre son sens de l'hospitalité démocratique et tristement marquer les mémoires par le massacre des Palestiniens à Sabra et Chatila, est en train de connaître un phénomène similaire à celui qu'a connu l'Ukraine où les aspirations démocratiques populaires ont fini par s'affirmer contre le pouvoir en place. La paix entre Israéliens et Palestiniens aura d'autant plus de chance de se réaliser que leurs voisins du Nord seront parvenus à s'inscrire, avec l'aide de l'Europe, dans un processus démocratique que tous espèrent irréversible aujourd'hui.

John O'Sullivan

Ancien conseiller de Margaret Thatcher et ancien éditorialiste au *New York Post*, John O'Sullivan est rédacteur en chef du *National Interest* et membre du Nixon Center. Il est expert du cabinet Benador Associates.

« Le temps de la Perestroïka arabe »

Source : Gulf News
Référence : « Time for Arab perestroika », par John O'Sullivan, *Gulf News*, 14 mars 2005.

En 1989, on me demanda à Jeddah, lors d'une conférence organisée par le groupe de presse Okaz, quel serait l'impact de la Perestroïka sur les Arabes. Je donnai alors une réponse qui me semblait raisonnable : la chute de l'URSS allait secouer tout le système d'alliance de la Guerre froide et affaiblir les régimes arabes liés à Moscou. Je pensais notamment à la Syrie et l'Irak. Je m'aperçus bien vite que ce n'était pas du tout ce que mon auditoire voulait entendre. Il voulait entendre que la pénétration soviétique n'étant plus une menace, les États-Unis allaient avoir une approche plus équilibrée au Proche-Orient et abandonner leur alliance stratégie avec Israël. Quand je répondais à cela en rappelant que l'alliance entre Israël et les États-Unis était fondée sur des bases plus profondes, cela provoqua un débat passionné.
Dans les jours qui suivirent cet échange, on assista à de grands bouleversement dans les pays d'Europe de l'Est. Les nouveaux dirigeants tournèrent le dos à la politique de leur prédécesseur et ils se tournèrent vers Israël. La Perestroïka eut donc pour conséquence une perte d'influence des pays arabes, mais il n'y eut pas de démocratisation. Le mouvement qui aurait pu se mobiliser en faveur de la démocratie dans le monde arabe était en effet tourné vers le soutien aux Palestiniens. Toutefois, cette orientation qui protégeait les dictateurs a fini par échouer. A la fin des années 90, les mouvements comme Al Qaïda commencèrent également à s'attaquer aux régimes " apostats ".
Aujourd'hui, avec les élections en Irak, la démocratie est en haut de l'agenda

politique et du Liban à l'Égypte, le mouvement pro-démocratie se développe partout. Certes, ce mouvement est fragile mais les despotes et les terroristes le craignent. Certes, des démocraties pourraient élire des extrémistes, mais quand leurs politiques échoueront, ils seront renvoyés par les électeurs. Les politiques socialistes ou anti-américaines ne dureront donc pas. La démocratie mettra fin au terrorisme et à la corruption. Cette avancée démocratique est la perestroïka arabe.

Arthur Herman

Coordinateur du Smithsonian's Western Heritage Program, Arthur Herman est l'auteur de *How the Scots Invented the Modern World* et de *To Rule the wave*.

« Dans une ère avec une seule super-puissance, nous sommes tous plus en sécurité »

Source : Los Angeles Times
Référence : « In an Era of Only One Superpower, We're All Safer », par Arthur Herman, *Los Angeles Times*, 13 mars 2005.

Les terroristes frappant en Irak, la Corée du Nord faisant du chantage nucléaire, la Syrie et l'Iran main dans la main, la foule remplissant les rues de Beyrouth, les tirs sur une journaliste italienne provoquant la colère des Europée, etc. Ces évènements ont pour conséquence que beaucoup en Europe affirment que le monde est au bord du gouffre et que la cause est l'existence d'une seule superpuissance. Faisant écho à Jacques Chirac, ils militent pour une " monde multipolaire ". C'est un non-sens ; le monde unipolaire est bien plus sûr. Pendant 100 ans, la Grande Bretagne a été la seule superpuissance, entre la chute de Napoléon et le début de la Première Guerre mondiale. Le monde a alors joui d'un siècle de paix sans précédent, à l'exception de quelques crises. Aujourd'hui, avec tant de personnes s'inquiétant d'un monde dominé par les États-Unis, il faut tirer les enseignements de l'expérience britannique :

- Soyez prêts à avoir des ennemis. Bien qu'elles bénéficieront de vos actions, ne vous attendez pas à ce que les autres puissances vous soient reconnaissantes.
- Préparez vous à travailler sur le long terme. Il a fallu beaucoup de temps à la Grande Bretagne pour mettre fin à la traite des esclaves, équivalent à l'époque de la lutte contre le terrorisme, mais la persistance a payé.
- Votre meilleur ambassadeur est votre armée. Pendant plus d'un siècle, la Royal Navy a été l'instrument et le symbole rassurant de la *Pax Britannica*. C'est le même rôle que joue l'armée états-unienne aujourd'hui.
- Regardez dans votre dos. Des concurrents voudront prendre votre place, mais ne les laissez pas faire. La fin de la superpuissance britannique a eu lieu quand les politiciens ont voulu économiser de l'argent en limitant la taille de leur marine.

La seule chose pire qu'un monde avec une superpuissance est un monde sans superpuissance.

John Edward Porter, Steve Solarz

John Edward Porter est ancien représentant républicain de l'Illinois. Il est coprésident de la Commission on Weak States and US National Security du Center for Global Development. Il est membre du Conseil de surveillance de l'U.S. Global Leadership Campaign.

Ancien représentant démocrate de New York, Steve Solarz fut coprésident de la Commission on Weak States and US National Security du Center for Global Development. Il est membre du Conseil de surveillance de l'U.S. Global Leadership Campaign. Il est président de l'entreprise de consulting économique Solarz Associates.

« Budgéter la prééminence »

Source : Washington Times
Référence : « Budgeting for leadership », par John Edward Porter et Steve Solarz, *Washington Times*, 14 mars 2005.

Il faut analyser le budget 2006 proposé par le président pour savoir s'il répondra bien aux défis internationaux auxquels nous devons faire face. La crise du tsunami a montré le rôle important joué par le budget des affaires internationales. Depuis le 11 septembre, il y a une reconnaissance croissante par les experts, les spécialistes de politiques étrangères, les dirigeants du monde des affaires et les groupes humanitaires, du fait que ce budget est de plus en plus important pour la sécurité nationale et la stabilité globale.

Ce budget se chiffre à 1,3 milliards. Il a été augmenté ces dernières années et nous en remercions le président. Ce petit investissement permet de renforcer un budget servant à protéger les Américains, assurer leur sécurité à l'étranger, ouvrir et stabiliser les marchés étrangers, créer des emplois ici, soutenir le travail de nos diplomates, renforcer les sociétés civiles et combattre la pauvreté globale. Dans la seule Asie du Sud-Est, on constate que ce programme a sauvé des vies et offre des bases pour les investissements privés, comme par exemple un système d'assainissement de l'eau financé par Procter & Gamble.

L'assistance humanitaire et le développement sont deux fonctions essentielles de notre politique étrangère et sont des outils pour notre " soft power ". continuer à investir dans ce secteur est la plus sage des politiques face au terrorisme. Ce programme doit accompagner le Millenium Challenge Account.